



Que leurs ennuis commencent !

Comme prévu, Macron a son Assemblée, même s'il doit en rabattre par rapport au raz-de-marée annoncé suite au premier tour des élections Législatives. De record, on retiendra surtout celui de l'abstention : déjà historique au premier tour (51,30 %), il est battu au second (57,36 %). Bref, La République En Marche n'aura pas fait se déplacer les foules !

Bien loin d'une victoire populaire donc, le président « jupitérien » a surtout réussi à mettre en orbite dans les vieilles institutions sa (pas si) nouvelle écurie électorale. Entre les ex-PS ou LR devenus « marcheurs », ceux de la prétendue société civile qui doivent leur élection à Macron, et les alliés officiels du Modem, il dispose d'une majorité absolue de 348 députés pour lui permettre de mettre en œuvre son programme antisocial. Autant dire que le gouvernement Macron va avoir à sa botte une Assemblée bourgeoise décomplexée. C'était le but du jeu.

Mais l'abstention massive montre que la population n'est pas dupe. Si l'Assemblée macroniste compte s'asseoir sur le monde du travail, celui-ci pourrait bien, par ses mobilisations à venir, s'asseoir sur l'Assemblée et la présidence.

Là-haut, ils sont pressés

Derrière la comédie parlementaire se prépare l'offensive patronale. Maintenant que l'OPA « En Marche » est achevée, le PDG Emmanuel Macron et son conseil d'administration présidée par Édouard Philippe entendent lancer sans attendre la grande « restructuration » du pays au nom de la « compétitivité » (traduire : des profits patronaux).

Plus que jamais en marche, donc, pour les licenciements et les fermetures d'entreprises, comme à Engie, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres. Il s'agit de systématiser les chantages à l'emploi, l'arbitraire patronal, avec baisse des salaires et suppressions d'effectifs, et de légaliser toutes les attaques contre ce qui reste des droits collectifs des travailleurs. C'est du moins ce qu'ils espèrent nous imposer.

La stratégie du choc

Pour commencer, en légiférant par ordonnances,

Macron espère prendre de vitesse toute tentative d'organiser une mobilisation contre sa loi Travail 2.

Pour l'heure, il a même réussi à embarquer dans la comédie du « dialogue social » les responsables des confédérations syndicales comme Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly ou Laurent Berger. Ce qui, heureusement, a suscité des réactions de mécontentement et d'opposition de la part de bon nombre de structures syndicales locales ou régionales et de militants d'entreprises, pour qui c'est la mise en ordre de bataille face à cette guerre sociale annoncée qui devrait être à l'ordre du jour.

Mais rien n'est joué

Non, rien n'est joué. La majorité absolue à l'Assemblée pourrait se révéler dérisoire face à une tout autre majorité... dans la rue et les grèves. C'est d'ailleurs ce que craignent certains conseillers de Macron, en évoquant qu'à force de postures « jupitériennes », le « débat » pourrait « se terminer dans la rue ».

À nous de confirmer leurs craintes. Les ordonnances et autres manipulations gouvernementales ne pèseront pas lourd si les travailleurs venaient à porter le « débat dans la rue », tout comme dans leurs bureaux et leurs ateliers.

Macron et ses godillots concoctent leur « stratégie du choc », celle de l'intimidation. Mais les travailleurs, qui font tout tourner dans ce pays, peuvent avoir leur propre stratégie, celle de la contre-offensive. Une grève généralisée sur toutes nos revendications pourrait réduire à l'impuissance et au ridicule ce gouvernement bien mal élu.

Nous n'en sommes pas là, mais cela se prépare. Par exemple, en ce lendemain du deuxième tour des législatives, lundi 19 juin, les rassemblements du Front social à Paris et dans plus d'une dizaine de villes, en ont marqué quelques premiers jalons.

Déplacements qui ne rapportent rien

Mobilité, international... Ce sont les mantras préférés de la direction, qui s'échine pourtant à gâcher les déplacements professionnels. Grâce à TravelDoo d'abord, qui compose automatiquement des escales à rallonge pour réduire le coût des vols, ou réserve des places TGV en 1^{ère} classe à un cadre quand son collègue technicien est en 2^{nde}... La pression est également forte pour réduire le montant des factures, même si elles respectent les plafonds autorisés. Et gare à ceux qui les auraient dépassés : ils s'exposent à recevoir un mail automatique de demande de remboursement. Payer pour passer ses soirées hors de chez soi, ça dépasse les bornes !

L'amphi Gorges baisse... de niveau

Le 6 juin, le directeur des Marques et du Marketing Communication, Bastien Schupp, a fait son show à la convention de la Direction de la Qualité. Il a prié tout l'amphi Georges Besse de se lever, et de scander « French Design » et « Easy Life » en joignant ses mains pour former un losange. Une mauvaise reprise de la pub « tout le monde se lève pour Danette ». Renault et les crèmes dessert : même combat !

Satisfait ou (pas) remboursé

A la convention de la Direction Qualité et de la Satisfaction Client, son directeur a disserté sur les mauvais résultats, pardon les « points à améliorer », de l'enquête Hay : organisation du travail, reconnaissance, promotions et mobilités internes, com'. La satisfaction du salarié, ce n'est toujours pas ça.

Déconnexion : la pilule est Yammer

Yammer, le nouveau « réseau social d'entreprise », est censé « marquer une nouvelle étape dans la transformation digitale » de Renault. Il permet de connecter « les salariés en tout lieu et depuis n'importe quel appareil ». Il y avait déjà Outlook, Skype, le PC portable à la maison... C'est ça la politique de Renault pour le droit à la déconnexion ?

Autocongratulation

Marie-Françoise Damesin, la DRH de l'Alliance et du Groupe Renault, a reçu le prix du DRH de l'année. Si le jury n'avait pas été composé de DRH d'autres entreprises, mais de salariés Renault, c'est sûr que le verdict n'aurait pas été le même.

Le vote du portefeuille

53 % des actionnaires ont approuvé la rémunération de Ghosn. C'est passé de justesse. Mais la direction a su flatter les actionnaires et leurs conseillers, comme la société ISS, qui conseille 10 % des actionnaires de Renault et avait fait pencher la balance vers le « non » en 2016. Quant à la résolution augmentant le dividende par action de 31,2 %, elle a été adoptée à 99,41 %. Ceci explique peut-être cela.

Pays-Bas, mais bonus élevés

La création d'une filiale aux Pays-Bas pour distribuer des super-bonus aux dirigeants de l'Alliance serait un « roman », selon Ghosn. Il a pourtant reconnu qu'un consultant avait fait une étude sur ces bonus pour le compte de Renault, et qu'aucune décision n'avait encore été prise. Ghosn a même trouvé normal de contacter le patron de Reuters, l'agence de presse qui a dévoilé l'affaire, pour lui remonter les bretelles. Il veut sûrement des médias aux ordres. Ghosn voulant gagner encore plus, mais qui pourrait croire ça ?!

Renault : comme un pays privatisé

Avec 51,2 milliards d'euros en 2016, le chiffre d'affaires du groupe Renault (c'est-à-dire l'ensemble de ses ventes) se place au-dessus du PIB de pays comme la Bulgarie, le Luxembourg, la Tunisie ou l'Uruguay (le Produit Intérieur Brut mesure la valeur totale des richesses produites dans un pays).

Sa puissance économique permet à Renault de faire jeu égal avec des Etats, et d'imposer ses volontés. Une puissance qui doit servir la collectivité (salariés, population) au lieu d'intérêts privés (actionnaires).

Ils ont eu les jetons

La direction se félicite de l'entrée de quatre femmes au Conseil d'Administration de Renault, qui compte ainsi 43 % de femmes. La loi Copé-Zimmermann obligeait les CA à avoir 40 % de femmes à partir de 2107, sous peine d'annulation des nouveaux élus et... de gel des jetons de présence. Ça motive !

La parité, mais pas sociale

Miriem Bensalah Chaqroun est une des 4 femmes à entrer au Conseil d'Administration de Renault. Elle est surtout présidente de l'équivalent marocain du MEDEF et proche de la famille royale. Les administrateurs confondent parité et rester avec ses pairs.

Les opérations immobilières de PSA

Plus d'une centaine de salariés de PSA La Garenne (92) ont débrayé pour protester contre le projet de fermeture de ce site d'Ingénierie Mécanique. Ils dénoncent l'augmentation des durées et des coûts de transports, et leurs conditions d'accueil à PSA Vélizy, Carrières ou Poissy. Toute ressemblance avec le sort des salariés de Renault Rueil n'est pas fortuite.

GM&S : licenciements sur commande

Le sort des salariés de GM&S doit être tranché vendredi 23 juin : le tribunal de commerce pourrait prononcer la liquidation. Le seul repreneur encore en lice, GMD, n'a déposé aucune offre ferme, ni annoncé le nombre de salariés repris. Les autres auraient juste les indemnités légales de licenciement. Renault refuse toujours d'augmenter ses commandes pour maintenir tous les emplois. Pourtant, ça lui coûterait à peine plus que le salaire de Ghosn.